



La quinzaine nordique

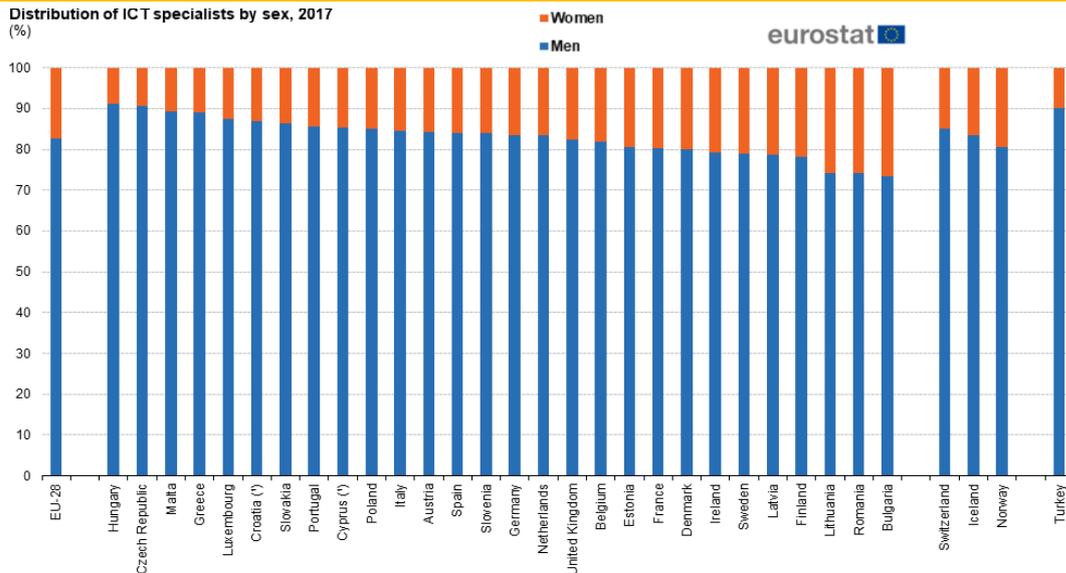
© DG Trésor

N° 174 du 15 avril 2019

Pays Nordiques

Tech et parité. Les ministres nordiques du Travail et de l'Education et de la Recherche ont commandé un projet de recherche visant à accroître la part des femmes dans les métiers du numérique. Si les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons dans les matières scientifiques à l'école, elles choisissent rarement ces filières à l'université. Cette situation est d'autant plus problématique que les pays nordiques souffrent d'un manque de main

Distribution of ICT specialists by sex, 2017 (%)



d'œuvre dans les métiers du numérique qui devrait s'accroître dans les années à venir du fait de la digitalisation accélérée et du développement de l'intelligence artificielle.

Danemark

Investissements. De même que les échanges de biens et de services entre la France et le Danemark sont dynamiques (10 Mds€ en 2018), les investissements croisés continuent de progresser : 6,1 Mds€ de stock d'IDE danois en France en 2017 et 7,8 Mds€ de stock français au Danemark en 2017 selon la Banque de France. En 2018, les entreprises danoises ont été à l'origine de 16 projets d'investissement en France (par rapport à une moyenne de 8 projets par an depuis 1993), permettant la création ou le maintien de plus de 200 emplois. Au total, ce sont plus de 350 entreprises françaises qui sont ainsi contrôlées par un investisseur danois, ce qui représente près de 40 000 emplois. Les investissements des entreprises danoises privilégient le commerce de détail (38%), les centres de décision (31%) et les services aux entreprises (19%). A titre de comparaison, le Royaume-Uni est, en 2018, le premier pays européen d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance du Danemark, totalisant 29% des projets, tandis que la France (19%) et l'Allemagne (14%) viennent en deuxième et troisième positions.

Couverture bancaire. Selon l'institut de sondage Voxmeter, même si les Danois utilisent de plus en plus les services bancaires numériques, ils souhaitent que leur banque conserve des agences de proximité. Or, le Danemark compte de moins en moins d'agences bancaires (800 en 2018). Danske Bank, qui a réduit le nombre de ses agences de 671 à 95 entre 2001 et 2018, a récemment décidé de rouvrir des agences à travers le pays. Si les transactions effectuées en agence ont chuté de 2,5 M€ en 2009 à 335 000 € en 2018, 80% des clients de la banque privilégient des rendez-vous physiques avec leur conseiller. Au lieu d'ouvrir des agences classiques, la première banque danoise opte désormais pour un concept de « centre de rencontre » (*mødecentre*), dans lesquels se déplacent ponctuellement les conseillers et où les clients peuvent gérer leurs opérations courantes via des automates et bénéficier d'un rendez-vous physique.

Attractivité. Les quotidiens Børsen et Berlingske ont récemment consacré quelques articles à la situation économique et sociale en France en publiant les témoignages de trois grands groupes danois très présents en France. Pour Novo Nordisk (1 500 emplois en France), le progrès le plus marquant réside dans la flexibilité accrue du marché du travail et dans le renforcement du dialogue social. L'entreprise a été la première en France à bénéficier de la possibilité d'organiser un référendum d'entreprise. DFDS se réjouit du changement d'état d'esprit (*mindset*) à l'œuvre dans la société française depuis son arrivée en 2012 et insiste sur l'« excellente collaboration » avec les Douanes françaises, dans le contexte du Brexit qui aura un impact déterminant sur son activité dans la Manche (1,3 million de camions et 4 millions de passagers transportés par an). ISS, premier employeur nordique en France, souligne la stabilité économique et financière qu'apportent les dernières réformes, notamment à travers l'exemple de la pérennisation du CICE.



Finlande

Charbon. Une loi interdisant l'exploitation du charbon comme combustible dans la production d'électricité est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2019 et sera effective au 1^{er} mai 2029, après une phase transitoire de 10 ans. Cette mesure fait partie de la stratégie nationale sur le climat et l'énergie à l'horizon 2030. L'objectif à long terme de la politique énergétique est la suppression totale des combustibles fossiles dans la production énergétique et la transition vers un système énergétique propre. La part des énergies vertes dans la production d'électricité est actuellement de 16%. L'interdiction de la production du charbon devrait permettre à la Finlande de diminuer ses émissions de CO² de 1 Mt par an.

Meyer Turku. Le chantier naval de Turku, spécialisé dans les navires de croisière, a enregistré en 2018 un chiffre d'affaires de presque 970 M€, en progrès de 20% par rapport à l'année 2017 (808 M€). Son bénéfice pour l'année 2018 était de 3% (29 M€) du CA. Ces chiffres témoignent d'un véritable tournant pour ce chantier naval, encore très déficitaire en 2014, année où l'allemand Meyer Werft et l'Etat finlandais l'ont racheté au coréen STX. Suite au rachat de la part de l'Etat par Meyer Werft en 2015, des investissements de plusieurs centaines de millions d'euros ont été réalisés. Le chantier naval de Turku joue un rôle non négligeable pour l'économie de toute la région (sous-traitance) et les ventes de navires sont amenées à constituer une part importante des exportations finlandaises dans les années à venir.

Islande

Conventions collectives. Alors que les discussions étaient dans l'impasse et qu'un mouvement de grève avait été lancé en mars dernier par plusieurs syndicats, un accord cadre a été signé le 3 avril entre les partenaires sociaux. La négociation de ces nouvelles conventions salariales, en vigueur jusqu'au 1^{er} novembre 2022, était devenue un enjeu majeur pour le gouvernement islandais dans un contexte de ralentissement économique et d'accroissement des tensions sociales. Les principales mesures de ces accords portent sur la revalorisation de l'ensemble des rémunérations (avec notamment un mécanisme d'indexation des salaires sur les performances de l'économie islandaise) et une diminution la durée légale hebdomadaire de travail de 40 à 36 heures. Le gouvernement a présenté un ensemble de mesures correspondant à 80 Mds ISK (595 M€) de dépenses en faveur des personnes les moins bien rémunérées. Il prévoit ainsi d'aménager le système fiscal avec la création d'une troisième tranche d'imposition pour les bas revenus, d'augmenter les allocations familiales et d'allonger le congé parental de 9 à 12 mois. Il s'est également engagé à encadrer une partie des prêts immobiliers actuellement indexés sur l'inflation, à soutenir les primo-accédants à la propriété et à encourager la construction de nouveaux logements, en particulier de logements sociaux sur des parcelles appartenant à l'Etat.

Icelandair. Afin de pallier l'immobilisation de ses 3 avions Boieng 737 max (prévue au moins jusqu'au 16 juin), et prendre en partie la relève de WOW Air qui a fait faillite le mois dernier, Icelandair révisé ses plans de vols et remanie sa flotte d'avions. Entre le 1^{er} avril et 15 juin, 3,6% des vols de la compagnie (environ 100 vols) seront annulés. De plus, la compagnie a déjà loué 2 Boieng 767 et vient de signer le 10 avril un bail pour un Boieng 757-200. Elle aurait également lancé un appel d'offres pour acheter de nouveaux appareils dans les prochains mois. Icelandair a d'autre part annoncé le 3 avril qu'un fonds d'investissement américain, PAR Capital Management, basé à Boston, avait investi dans le Groupe Icelandair pour 5,64 Mds ISK (42 M€).

Taux de cHnage. Durant le mois de mars, la Banque centrale a dépensé 4,5 Mds ISK (33,5 M€) de réserves en devises pour limiter la dévaluation de la couronne islandaise, dont 830 MISK (6 M€) à la suite de la faillite de WOW Air. Le cours de la couronne, qui se situe actuellement à 134 ISK pour un euro, s'est apprécié de 2,5% depuis le 28 mars.

Norvège

Bourse d'Oslo. L'Autorité norvégienne de surveillance financière, le *Finanstilsynet*, a estimé le 8 avril que l'européen Euronext et l'américain Nasdaq remplissent les conditions nécessaires pour prétendre au rachat de la Bourse d'Oslo. Après plusieurs surenchères, leur offre est aujourd'hui la même : 158 NOK (16,46 €) par action, soit 6,795 Mds NOK (708 M€). Euronext prétend avoir sécurisé 53,1% du capital d'Oslo Børs VPS (dont 8,1% détenus directement par l'opérateur), tandis que Nasdaq dispose du soutien des instances dirigeantes de la Bourse d'Oslo, et, suite à un achat d'actions *via* une entité affiliée le 11 avril, d'une sécurisation de 37% du capital, avec notamment les deux plus gros actionnaires, la banque DNB (19,8%) et le fonds de pension KLP (10%). Il revient maintenant au ministère des Finances, qui doit approuver toute prise de participation supérieure à 10%, de trancher entre les deux offres. Une décision pourrait intervenir d'ici le 14 mai, alors que l'offre d'Euronext court jusqu'au 6 mai et celle du Nasdaq jusqu'au 30 avril.

Fonds souverain. Le fonds souverain norvégien va doubler ses investissements dans les énergies renouvelables, à 120 Mds NOK (12,4 Mds€), notamment dans des projets d'infrastructure comme des parcs solaires ou éoliens. En parallèle, le gouvernement a proposé au Parlement que le Fonds se désengage des sociétés d'exploration et production pétrolière sauf de celles qui ont développé leur activité dans d'autres secteurs.

Fonds vert pour le climat. La Norvège augmente sa contribution au Fonds vert pour le climat (*Green Climate Fund*), qui passera de 400 M NOK à 800 M NOK à partir de 2020 (soit d'environ 42 M€ à près de 83 M€).



Négociations salariales. Les partenaires sociaux (confédérations syndicales LO et YS et organisation patronale NHO) sont parvenus le 1^{er} avril à un accord sur la hausse des salaires en 2019 dans certains secteurs (industrie, BTP, transports, services, hôtellerie-restauration). Elle s'élèvera à 3,2%, tandis que l'inflation devrait atteindre 2,4%. Il s'agit de l'accord de référence qui sert de base pour les négociations dans d'autres branches et dans le secteur public, selon le modèle des *trendsetting industries* propre à la Norvège.

IPO. Le nouveau groupe norvégien d'annonces en ligne Adevinta, propriétaire notamment du site Leboncoin, est entré à la Bourse d'Oslo. Né de la scission par le groupe de médias Schibsted de ses actifs internationaux dans le secteur des annonces en ligne, Adevinta contrôle des sites dans 16 pays d'Europe, et notamment le français Leboncoin. Sa capitalisation atteint 58 Mds NOK (6 Mds€), répartie entre deux actions, A et B, dotées de différents droits de vote. Il s'agit de la quatrième plus grosse introduction en Bourse dans l'histoire de la Bourse d'Oslo et la plus importante en Norvège depuis 2006. Bien que désormais recentré sur les médias et les annonces en ligne en Europe du Nord, Schibsted conservera une part majoritaire de 59,3% des droits de vote qu capital dans Adevinta.

Suède

PIB. Le ministère des Finances a révisé à la baisse les perspectives de croissance de la Suède à la veille de la présentation de la loi des finances rectificative. La croissance du PIB, qui avait atteint 2,1% en 2017 puis 2,3% en 2018, serait limitée à 1,6% aussi bien en 2019 qu'en 2020. La croissance par habitant est même réduite de 1,2% en 2018 à 0,6% cette année puis à 0,7% en 2020.

Santé. Selon l'Office suédois des statistiques (SCB), les dépenses de santé ont représenté 11% du PIB en 2017, dont 84% étaient financés par les pouvoirs publics et le reste par les tickets modérateurs à la charge des patients. Le niveau de dépenses est, en pourcentage du PIB, au même niveau qu'en 2013 et 2014 et légèrement plus élevé qu'en 2016.

Corruption. Le Premier ministre suédois, Stefan Löfven, a annoncé lors de son discours au Parlement européen que son gouvernement comptait proposer au Parlement suédois (*Riksdag*) que la Suède intègre le projet de parquet européen (EPPO). A ce stade, 22 pays, dont la France, l'Allemagne et l'Espagne, comptent adhérer à l'EPPO. Cette instance permettra d'accélérer les procédures pour lutter contre fraude et la criminalité transfrontalière.

Pesticides. En décembre 2018, l'Agence suédoise des produits chimiques a autorisé les producteurs de betteraves à utiliser l'insecticide Gaucho sur les semences. Le produit qui contient de l'imidaclopride, l'un des trois néonicotinoïdes interdits par l'UE, serait responsable de la mort massive d'abeilles et de bourdons dans plusieurs pays. La décision a été portée en appel devant le tribunal des territoires et de l'environnement (*mark- och miljöödomstolen*), entre autres par la Société suédoise pour la conservation de la nature. Le 2 avril 2019, le tribunal a annoncé que la dérogation de l'Agence suédoise des produits chimiques devrait être annulée. En attendant que le jugement ait force de loi, le produit Gaucho ne peut pas être utilisé.

Amazon. La filiale Amazon Web Services fait son premier investissement dans l'énergie renouvelable en-dehors des Etats-Unis. Il s'agit d'un investissement en Suède dans un site d'éoliennes à Bäckhammar près d'Örebro d'une capacité de 91 mégawatt pour les Datacenter d'Amazon. Cet investissement est en ligne avec l'objectif d'Amazon d'alimenter ses Datacenter avec 100% d'électricité verte dans un avenir proche.

Investor/EQT. La société d'investissement Investor, contrôlée par les fondations de la sphère Wallenberg, augmente sa participation de 19% à 23% dans le capital d'EQT, premier groupe de capital investissement nordique.

Investissements (1). Le groupe suédois Loomis, le géant mondial de sécurité fiduciaire, a fait l'acquisition de l'intégralité du français Prosegur Cash Holding France (PCF), dont le siège se trouve dans la région lyonnaise. PCF compte environ 630 salariés et réalise un revenu annuel de près de 40M€. Le prix d'acquisition n'a pas été dévoilé à ce stade, mais le sera sans doute lorsque l'opération sera définitivement finalisée au 3^{ème} trimestre 2019.

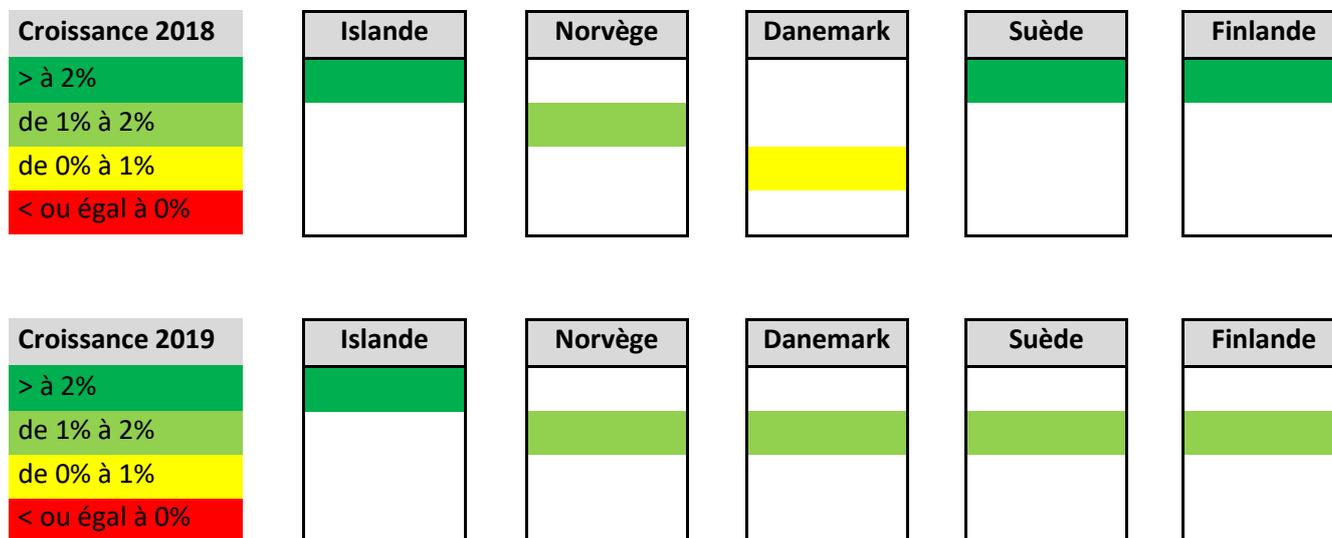
Investissements (2). Le groupe informatique français spécialisé dans la technologie PLM (gestion de cycle de vie pour faciliter l'intégration et l'amélioration des performances d'un produit) et la transformation numérique de clients tels que SNECMA, RATP, Valeo, PSA vient d'être absorbé par le suédois Addnode. Les 35 consultants-ingenieurs de Kpass, qui utilise la technologie 3D développée par son partenaire Dassault Systems, seront intégrés dans Technia, une des filiales d'Addnode.

Smart Cities. La Chambre de Commerce de France en Suède (CCFS) en partenariat avec le service économique régional de Stockholm a organisé le 9 avril une conférence sur le thème « Smart and Sustainable Cities : implementing the French-Swedish partnership for innovation and green solutions ». L'évènement a été introduit par le ministre suédois des Marchés financiers et du logement Per Bolund, l'Ambassadeur de France en Suède David Cvach, le Président de la CCFS Yves Chantereau. Une quarantaine d'intervenants de haut-niveau issus des sphères publique, privée et de la société civile ont présenté des solutions innovantes à l'urbanisation des villes sur le plan technique et/ou de la gouvernance devant un public de 180 personnes. L'évènement, structuré autour de 5 panels (« Global Approach to mobility », « Green Building », « Energy and Smart Cities », « Housing policy, social inclusion and citizen participation », « Resilience and sustainability »), a permis de renforcer les échanges bilatéraux sur le thème des villes intelligentes.



La quinzaine nordique – 15 avril 2019 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,7	2,3	2,3	1,6	-	-
Banque centrale	1,3	1,8	2,9	2,2	1,7	2,0	2,2	1,3	4,3	1,8
Institut stat./conj****.	1,3	2,4	2,8	2,4	1,4	2,4	2,2	1,3	4,1	1,7
Commission*	0,8	1,6	2,5	1,9	1,7	1,9	2,2	1,3	3,4	3,1
FMI**	1,2	1,8	2,4	1,9	1,4	2,0	2,3	1,2	4,6	1,7
OCDE***	1,2	1,9	2,8	1,8	1,6	1,9	2,5	1,9	3,8	2,8
SEB	1,1	2,0	2,3	1,9	2,1	2,5	2,2	1,6	-	-
Nordea	0,9	1,8	2,3	1,5	2,5	2,6	2,3	1,0	-	-
Danske Bank	1,0	2,0	1,7	1,5	2,2	2,6	2,2	1,4	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2019)

** World Economic Outlook (avril 2019)

*** Perspectives économiques (novembre 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	0,7	0,6	-	-
Commission*	0,2	-0,1	-0,8	-0,2	5,1	5,0	1,1	0,9	1,3	1,0
FMI**	-0,1	-0,4	-1,0	-0,3	7,5	7,5	0,8	0,5	1,1	0,7
OCDE***	0,0	-0,3	-0,6	0,0	5,3	5,4	1,2	1,2	1,3	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	38,8	34,5	-	-
Commission*	33,3	32,2	59,8	58,5	31,8	30,4	37,8	35,5	41,0	38,8
FMI**	34,3	33,6	60,5	59,9	36,8	36,8	39,0	37,2	35,4	33,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,5	1,2	1,6	3,0	2,3	2,1	1,9	-	-
cons. privée*	2,3	2,2	2,4	2,1	2,3	1,8	2,4	2,3	5,4	4,0
chômage (BIT)*	5,2	4,9	7,8	7,2	3,4	3,2	6,3	6,2	2,9	3,1

Source :

* *Prévisions d'automne (novembre 2018)*

** *World Economic Outlook (avril 2019)*

*** *Perspectives économiques (novembre 2018)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

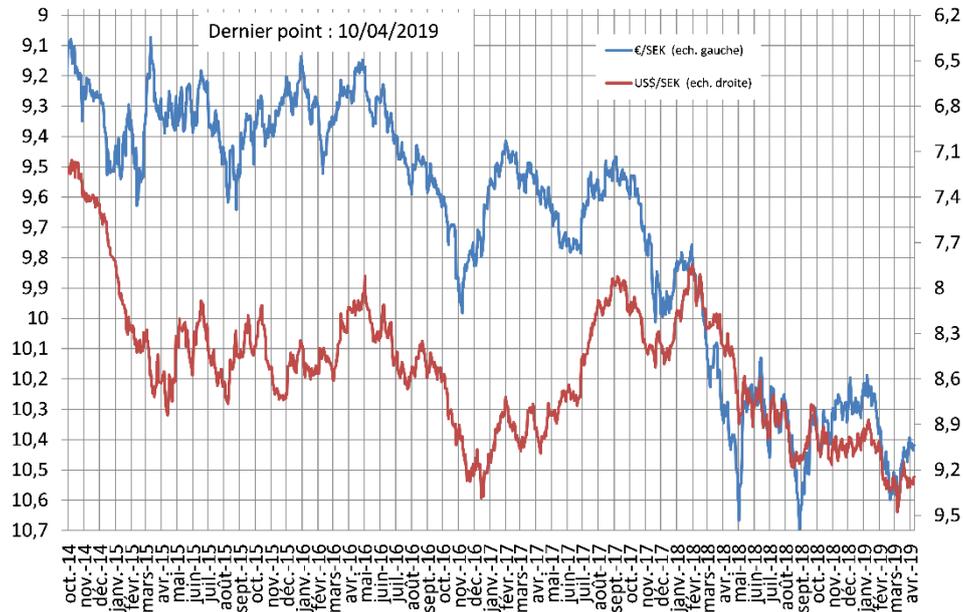
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

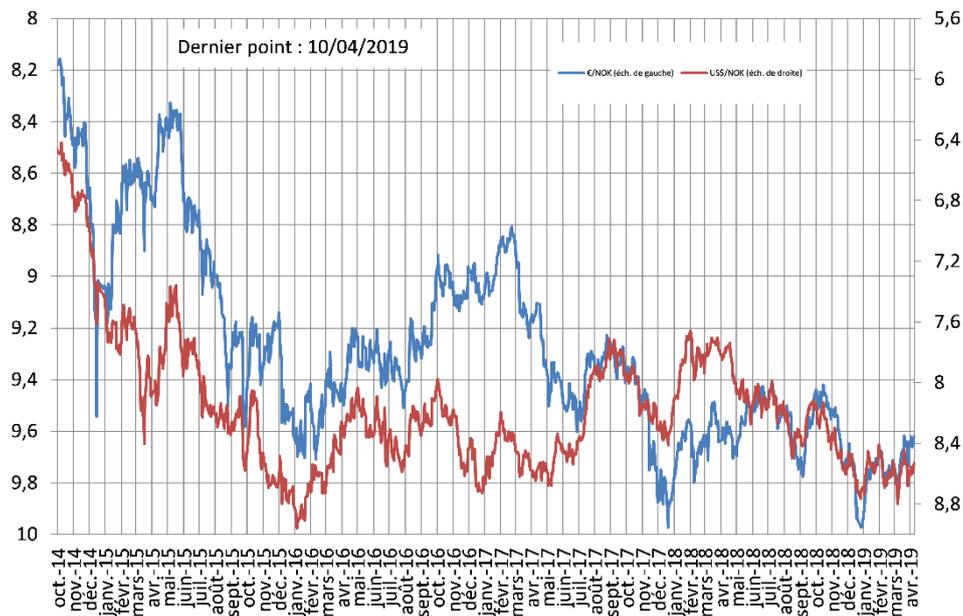


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, I. Saragosa), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, I. Ezzeddine), Oslo (S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, R. Saudrais, F. Caudron, N. Valin).